

Accord professionnel

**BRANCHE SANITAIRE, SOCIALE
ET MÉDICO-SOCIALE À BUT NON LUCRATIF
(APPRENTISSAGE)**

(12 juillet 2006)

(Bulletin officiel n° 2006-46)

■ *Journal officiel* du 3 avril 2007

**Arrêté du 19 mars 2007 portant extension d'un accord conclu dans
le secteur sanitaire, social et médico-social à but non lucratif**

NOR : SOCT0710793A

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Vu les articles L. 133-1 et suivants du code du travail ;

Vu l'accord n° 2006-01 du 12 juillet 2006, relatif à l'apprentissage, conclu dans le secteur sanitaire, social et médico-social à but non lucratif ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 3 janvier 2007 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective (sous-commission des conventions et accords), rendu en séance du 13 mars 2007,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de l'accord, les dispositions de l'accord n° 2006-01 du 12 juillet 2006, relatif à l'apprentissage, conclu dans le secteur sanitaire, social et médico-social à but non lucratif.

Le premier alinéa de l'article 5 est étendu sous réserve du respect des modalités de création des CFA définies à l'article L. 116-2 du code du travail.

Le premier alinéa de l'article 9 est étendu sous réserve des dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 132-8 du code du travail.

Les deuxième et troisième alinéas de l'article 9 sont étendus sous réserve de l'application des dispositions des 4^e, 5^e et 6^e alinéas de l'article L. 132-8 du code du travail qui définissent les conditions dans lesquelles l'accord continue à produire ses effets.

Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'accord susvisé est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit accord précité.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République Française.

Fait à Paris, le 19 mars 2007.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBREXELLE

Nota. – Le texte de l'accord a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2006/46, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,61 €.